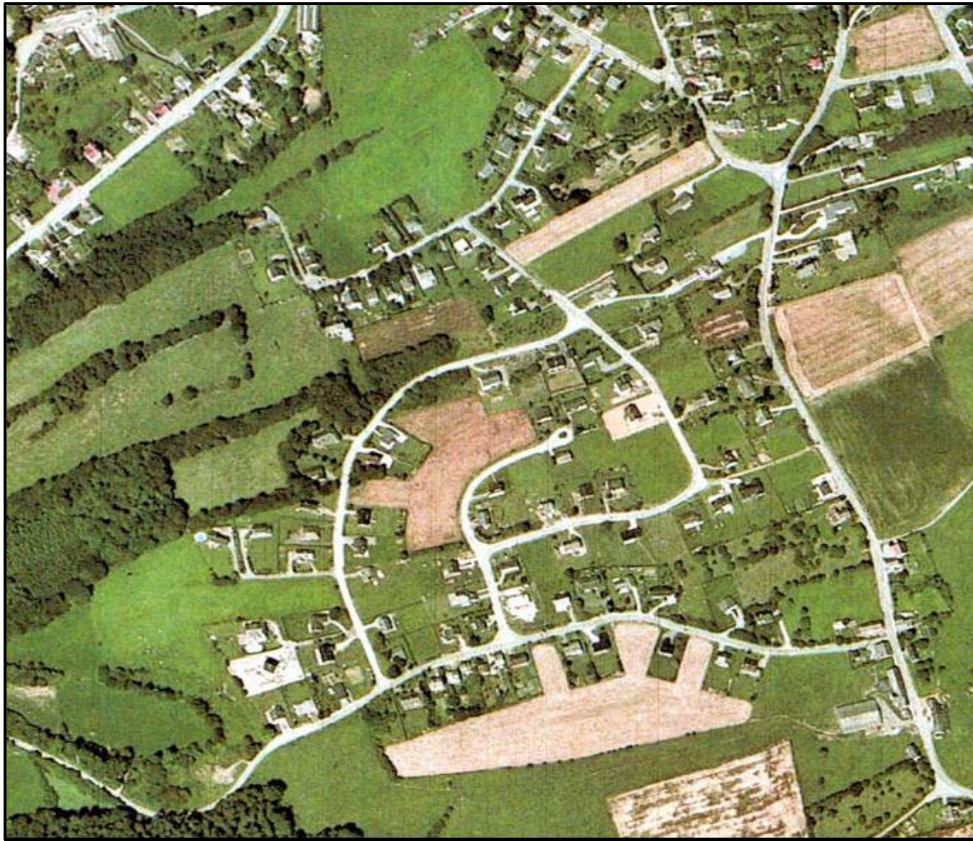


L'étalement urbain : un défi local et global



J.-M. Halleux – PointCulture Liège – 28 octobre 2017
La ville habitable... Quelle transition pour l'urbanisme ?

En préambule : aménagement et bien commun

Le Conseil d'Etat critique l'amnistie des infractions urbanistiques en Wallonie

■ Le CoDT doit entrer en vigueur le 1^{er} juin, la majorité (PS-CDH) modifie déjà le texte, dénonce le député Henry (Ecolo).

L'aménagement du territoire en Wallonie est sur la table des réformes qu'il convient de mener rapidement, depuis la législature précédente. Lorsqu'il parvint à faire voter son CoDT (code de développement territorial) qui doit remplacer le Ovatupe, juste avant les élections de 2014, le toujours ministre (Ecolo), Philippe Henry, n'est pas mécontent.

C'était sans compter sur l'éviction d'Ecolo de la majorité wallonne par le PS et le CDH après les élections et la volonté affichée par son successeur, Carlo Di Antonio (CDH), de revoir le travail accompli. Il annonce la suspension du CoDT le temps de le toilettier. A l'époque, il parle d'un délai court.

Un délai court qui durera finalement... deux ans puisque c'est seulement en juillet 2016 que le texte est voté. En octobre de la même année, le gouvernement wallon s'attaque aux arrêtés d'exécution et la date du 1^{er} juin 2017 est enfin annoncée pour l'entrée en vigueur du nouveau code.

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallonne et chaque Wallon qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

Donc le 1^{er} juin, dans un peu plus de trois semaines, le CoDT entrera en vigueur. Une date très proche qui inquiète l'ancien ministre redevenu député wallon, Philippe Henry. "Premièrement, beaucoup de choses ne sont pas prêtes et puis deux décrets de la majorité vont être examinés ce vendredi en urgence. Deux décrets qui modifient déjà le CoDT alors qu'il n'est pas encore entré en vigueur." Et puis ces deux décrets qui visent, l'un les amnisties des infractions urbanistiques et l'autre la hiérarchie des futures infractions ont reçu de "sévères critiques du Conseil d'Etat", explique encore Philippe Henry.

Un problème avec le droit européen

Sur l'amnistie des infractions urbanistiques, la modification du texte voté en juillet dernier porte essentiellement sur la date des infractions amnisties. "Dans le texte précédent, il était question d'organiser une amnistie générale sur les infractions commises avant 1962. Dans le texte que nous examinons demain, il est désormais question d'octroyer cette amnistie pour les infractions commises avant le 1^{er} mars 1998. Pourquoi ? On n'en sait rien. La date de 1962 était logique car c'est cette année-là qu'est entrée en vigueur la première loi nationale sur l'aménagement du territoire." Nous avons interrogé l'un des signataires de la proposition, le CDH Dimitri Fourny : "1998 correspond à la date d'entrée en vigueur du Ovatupe, le code précédent. A un moment on s'est dit que le temps avait passé et que la période infractionnelle pouvait être considérée comme étant écoulée. Et puis on a vu que du côté des notaires, si on conservait cette date, cela pouvait poser problème et entraîner des régularisations très lourdes pour certains dossiers", explique le député humaniste.

Une explication qui ne convainc manifestement pas le Conseil d'Etat qui, dans son avis, dit que cette disposition peut poser un problème constitutionnel (en matière d'égalité et de non-discrimination) mais aussi une contradiction avec le droit européen en la matière.

Philippe Henry s'inquiète parce qu'il "n'est pas convaincu que ces modifications soient appropriées. Les députés signataires connaissent-ils quelqu'un qui avait besoin que la date de l'amnistie totale soit déplacée ? Ce ne serait pas étonnant." Et puis, pour le député, on n'aura jamais le temps de voter ces modifications avant l'entrée en vigueur du CoDT ancienne mouture : "Qu'est-ce qui se passera le 1^{er} juin si elles ne sont pas entrées en vigueur ? La situation ne sera pas claire." Une inquiétude que ne partage pas Dimitri Fourny qui avance que "techniquement, nous avons la possibilité de le faire".

Stéphane Tassin



Philippe Henry
Député wallon (Ecolo)

Source : La Libre Belgique, 5 mai 2017.

En préambule : aménagement et bien commun

Le Conseil d'Etat critique l'amnistie des infractions urbanistiques en Wallonie

■ Le CoDT doit entrer en vigueur le 1^{er} juin, la majorité (PS-CDH) modifie déjà le texte, dénonce le député Henry (Ecolo)

L'aménagement du territoire en Wallonie est sur la table des réformes qu'il convient de mener rapidement, depuis la législature précédente. Lorsqu'il parvint à faire voter son CoDT (code de développement territorial) qui doit remplacer le Ovatupe, juste avant les élections de 2014, le toujours ministre (Ecolo), Philippe Henry, n'est pas mécontent.

C'était sans compter sur l'éviction d'Ecolo de la majorité wallonne par le PS et le CDH après les élections et la volonté affichée par son successeur, Carlo Di Antonio (CDH), de revoir le travail accompli. Il annonce la suspension du CoDT le temps de le toilettier. A l'époque, il parle d'un délai court.

Un délai court qui durera finalement... deux ans puisque c'est seulement en juillet 2016 que le texte est voté. En octobre de la même année, le gouvernement wallon s'attaque aux arrêtés d'exécution et la date du 1^{er} juin 2017 est enfin annoncée pour l'entrée en vigueur du nouveau code.

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallon et chaque Wallonne qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

1^{er} mars 1998. Pourquoi ? On n'en sait rien. La date de 1962 était logique car c'est cette année-là qu'est entrée en vigueur la première loi nationale sur l'aménagement du territoire. Nous avons interrogé l'un des signataires de la proposition, le CDH Dimitri Fourny. "1998 correspond à la date d'entrée en vigueur du Ovatupe, le code précédent. A un moment on s'est dit que le temps avait passé et que la période infrarégionale pouvait être considérée comme étant écoulée. Et puis on a vu que du côté des notaires, si on conservait cette date, cela pouvait poser problème et entraîner des régularisations lourdes pour certains dossiers", explique le député Ecolo.

Une explication qui ne convainc pas le Conseil d'Etat qui, dans son avis, juge cette disposition peut poser un problème constitutionnel (en matière d'égalité et de non-discrimination) mais aussi une contradiction avec le droit européen en la matière.

Philippe Henry s'inquiète parce qu'il "n'est pas convaincu que ces modifications soient appropriées. Les députés signataires connaissent-ils quelqu'un qui avait besoin que la date de l'amnistie totale soit déplacée ? Ce ne serait pas étonnant." Et puis, pour le député, on n'aura jamais le temps de voter ces modifications avant l'entrée en vigueur du CoDT ancienne mouture : "Qu'est-ce qui se passera le 1^{er} juin si elles ne sont pas entrées en vigueur ? La situation ne sera pas claire." Une inquiétude que ne partage pas Dimitri Fourny qui avance que "techniquement, nous avons la possibilité de le faire".

Stéphane Tassin

Philippe Henry
Député wallon (Ecolo)

Un problème avec le droit européen

Sur l'amnistie des infractions urbanistiques, la modification du texte voté en juillet dernier porte essentiellement sur la date des infractions amnisties. "Dans le texte précédent, il était question d'organiser une amnistie générale sur les infractions commises avant 1962. Dans le texte que nous examinons demain, il est désormais question d'octroyer cette amnistie pour les infractions commises avant le

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallon et chaque Wallonne qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

Source : La Libre Belgique, 5 mai 2017.

En préambule : aménagement et bien commun

Le Conseil d'Etat critique l'amnistie des infractions urbanistiques en Wallonie

■ Le CoDT doit entrer en vigueur le 1^{er} juin, la majorité (PS-CDH) modifie déjà le texte, dénonce le député Henry (Ecolo)

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallon et chaque Wallonne qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

1^{er} mars 1998. Pourquoi ? On n'en sait rien. La date de 1962 était logique car c'est cette année-là qu'est entrée en vigueur la première loi nationale sur l'aménagement du territoire. Nous avons interrogé l'un des signataires de la proposition, le CDH Dimitri Fourny. 1998 correspond à la date d'entrée en vigueur du nouveau statut, le code précédent. A un moment on s'est dit que le temps avait passé et que la période infrapolitique pouvait être considérée comme étant écoulée. Et puis on a vu, du côté des notaires, si on conservait cette date, cela pouvait poser problème et entraîner des régularisations lourdes pour certains dossiers", explique le député walloniste.

Une explication qui ne convainc pas le Conseil d'Etat qui, dans son avis, considère cette disposition peut poser un problème constitutionnel (en matière d'égalité et de non-discrimination) mais aussi une contradiction avec le droit européen en la matière.

Philippe Henry s'inquiète parce qu'il "n'est pas convaincu que ces modifications soient appropriées. Les députés signataires connaissent-ils quelqu'un qui avait besoin que la date de l'amnistie totale soit déplacée ? Ce ne serait pas étonnant." Et puis, pour le député, on n'aura jamais le temps de voter ces modifications avant l'entrée en vigueur du CoDT ancienne mouture. "Qu'en est-ce qui se passera le 1^{er} juin si elles ne sont pas entrées en vigueur ? La situation ne sera pas claire." Une inquiétude que ne partage pas Dimitri Fourny qui avance que "techniquement, nous avons la possibilité de le faire".

Stéphane Tassin

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallon et chaque Wallonne qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

Source : La Libre Belgique, 5 mai 2017.

Une conception prédominante qui oublie que nous sommes tous (l'Humanité) touchés par l'aménagement du territoire !

Une conception prédominante qui oublie l'essentiel : les politiques d'aménagement du territoire visent à contribuer au bien-être collectif !

Structure de l'intervention

Une intervention en quatre parties

- 1. Qu'est-ce que l'étalement urbain ?**
- 2. Quelles sont les causes de l'étalement urbain ?**
- 3. Quelles sont les conséquences de l'étalement urbain ?**
- 4. Vers le modèle alternatif de la ville compacte**

Structure de l'intervention

Une intervention en quatre parties

- 1. Qu'est-ce que l'étalement urbain ?**
- 2. Quelles sont les causes de l'étalement urbain ?**
- 3. Quelles sont les conséquences de l'étalement urbain ?**
- 4. Vers le modèle alternatif de la ville compacte**

1. Qu'est-ce que l'étalement urbain ?

- Une occupation extensive de la ressource foncière

Urbanisation sur terre vierge, périphérique, grande consommatrice en sols avec une dispersion des constructions sur de grandes parcelles



Structure de l'intervention

Une intervention en quatre parties


- 1. Qu'est-ce que l'étalement urbain ?**
- 2. Quelles sont les causes de l'étalement urbain ?**
- 3. Quelles sont les conséquences de l'étalement urbain ?**
- 4. Vers le modèle alternatif de la ville compacte**

2. Les causes de l'étalement urbain

- **Le relâchement des contraintes de mobilité**

Pratiques de mobilité  Formes urbaines

Ville = Maximisation des interactions par la coprésence
= Minimisation des distances (distance-temps)

Accroissement
des vitesses (x 10)  Même potentiel sur un
espace (x 100) plus vaste

Théorie des trois "âges" de la ville basée sur la différenciation de trois modèles :

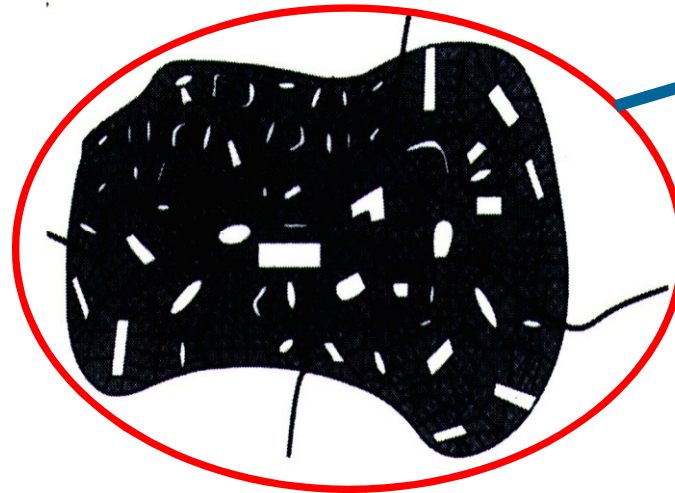
- la ville piétonne
- la ville transports en commun
- la ville voiture

Figure 1 : Les formes urbaines et l'évolution des modes de transport

Ville « piétonne » traditionnelle

- haute densité
- multifonctionnalité
- structure organique

Depuis approx. - 3500



Offre foncière
physiquement
accessible

Sources : P.W.G. Newman et J.R. Kenworthy, 1996

« tramway »

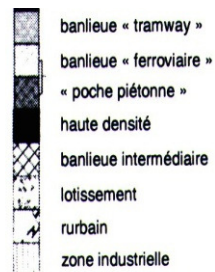
Banlieue « ferroviaire »
« Poche piétonne »

Lotissement

Sources : P.W.G. Newman et J.R. Kenworthy, 1996

Zone industrielle

Sources : P.W.G. Newman et J.R. Kenworthy, 1996



Source : P.W.R. Newman et J.R. Kenworthy, 1996, pp. 2-3.

Figure 1 : Les formes urbaines et l'évolution des modes de transport

Ville « piétonne » traditionnelle

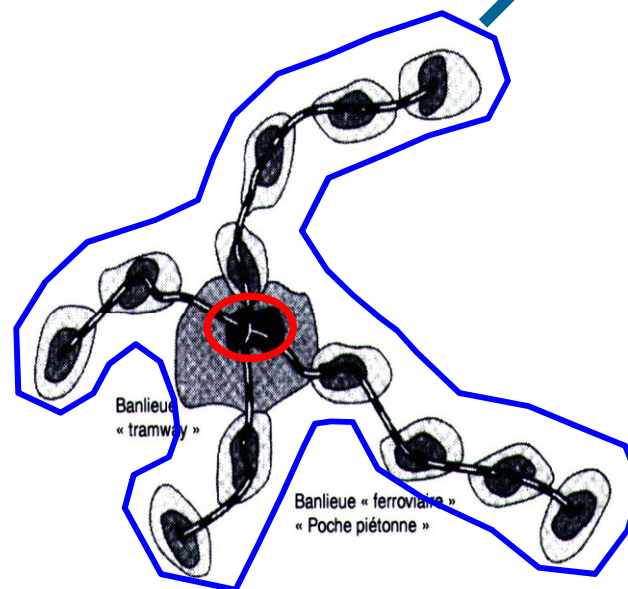
- haute densité
- multifonctionnalité
- structure organique

Offre foncière
physiquement
accessible

Ville « transports en commun »

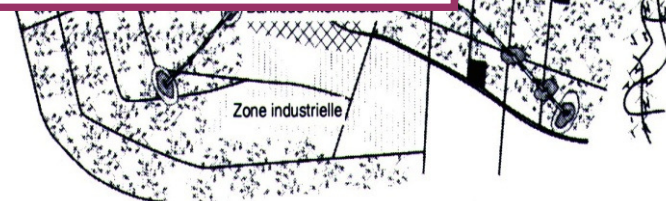
- densité moyenne
- multifonctionnalité
- forte centralisation

Depuis approx. 1850



Sources : P.W.G. Newman et J.R. Kenworthy, 1996

- banlieue « tramway »
- banlieue « ferroviaire »
- « poche piétonne »
- haute densité
- banlieue intermédiaire
- lotissement
- rurbain
- zone industrielle



Sources : P.W.G. Newman et J.R. Kenworthy, 1996

Source : P.W.R. Newman et J.R. Kenworthy, 1996, pp. 2-3.

Figure 1 : Les formes urbaines et l'évolution des modes de transport

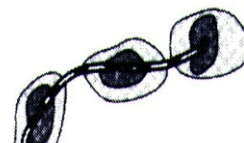
Ville « piétonne » traditionnelle

- haute densité
- multifonctionnalité
- structure organique



Ville « transports en commun »

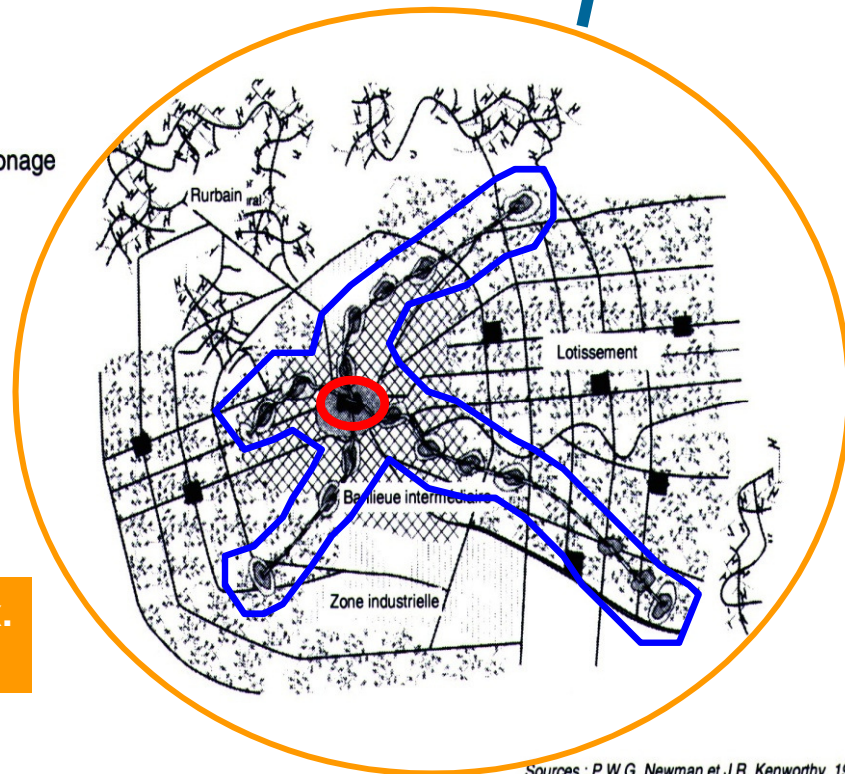
- densité moyenne
- multifonctionnalité
- forte centralisation



Ville « voiture »

- faible densité
- monofonctionnalité et zonage
- faible centralisation

Depuis approx.
1950



Sources : P.W.G. Newman et J.R. Kenworthy, 1996

Offre foncière
physiquement
accessible

2. Les causes de l'étalement urbain

- **Marchés fonciers : les terrains se libèrent de manière aléatoire**

Contexte d'abondance en offre foncière physiquement accessible

Les propriétaires alimentent le marché lorsqu'ils y sont contraints

« Le marché foncier est dans une large mesure un marché de notaires, de croque-morts, de syndics de faillite ou d'avocats du divorce » (V. Renard et O. Mongin, 2008, p. 97).

⇒ Sans politique foncière active, l'urbanisation spontanée sera diffuse et des terrains stratégiques vont demeurer non valorisés

A map showing two types of urbanization. Area A is a narrow, elongated strip of red-shaded land at the top left, labeled with a blue square containing the letter 'A'. Area B is a larger, more irregularly shaped red-shaded area in the center, labeled with a blue square containing the letter 'B'. The map background shows a detailed street grid and building footprints. A scale bar in the bottom right corner indicates 10,000 units.

A

**A : Urbanisation spontanée
résultant du marché**

**B : Urbanisation
endiguée suite à une
politique foncière active**

B

2. Les causes de l'étalement urbain

- **Les arbitrages résidentiels**

La recherche du confort résidentiel

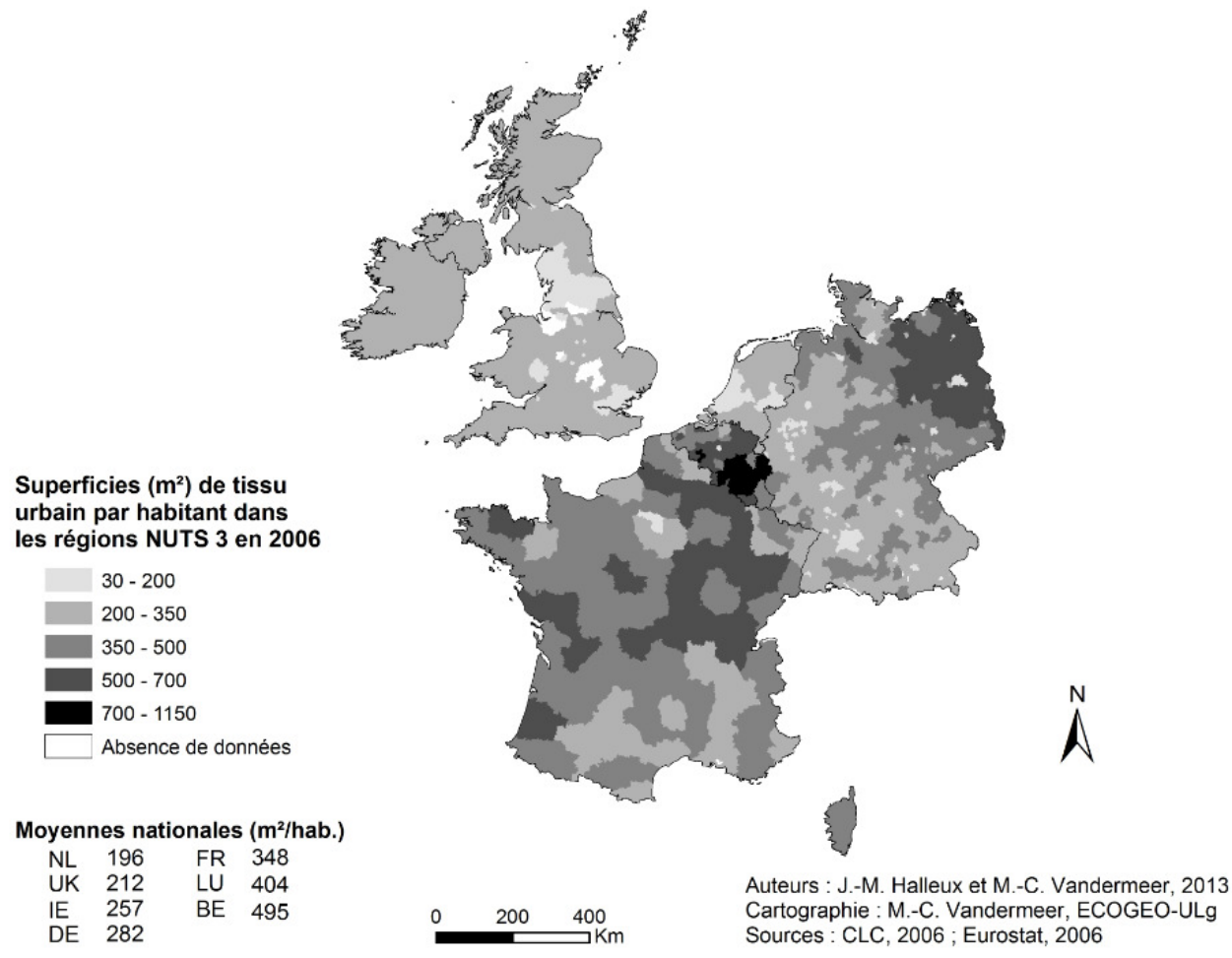
- Éléments déclenchants liés au cycle de vie : mariage-parenté (25-40 ans)
 - Insatisfaction vis-à-vis du logement
 - Insatisfaction vis-à-vis de l'environnement urbain
- ⇒ Enjeu de la ville habitable pour les familles avec enfants

2. Les causes de l'étalement urbain

L'étalement urbain est universel

- **Il accompagne le relâchement des contraintes de mobilité**
Il se développe tant dans les pays émergents que dans les pays les moins avancés
- **Mais il est d'intensité variable**
Fragilité des milieux naturels, histoire, préférences culturelles, choix collectifs et politiques publiques...
- **Il est particulièrement poussé en Belgique**
Faible tradition aménagiste (≠ Pays-Bas ou Royaume-Uni)
Politiques favorables à la voiture (ex. voitures de société)
Pas de politique foncière active

Superficies occupées par le tissu urbain relativisées par le volume de population



Standard d'habitat (m² / hab.)

Pays-Bas : 196
Royaume-Uni : 212
Irlande : 257
Allemagne : 282
France : 348
Belgique : 495
- Flandre : 488
- Wallonie : 626

Structure de l'intervention

Une intervention en quatre parties

- 1. Qu'est-ce que l'étalement urbain ?**
- 2. Quelles sont les causes de l'étalement urbain ?**
- 3. Quelles sont les conséquences de l'étalement urbain ?**
- 4. Vers le modèle alternatif de la ville compacte**

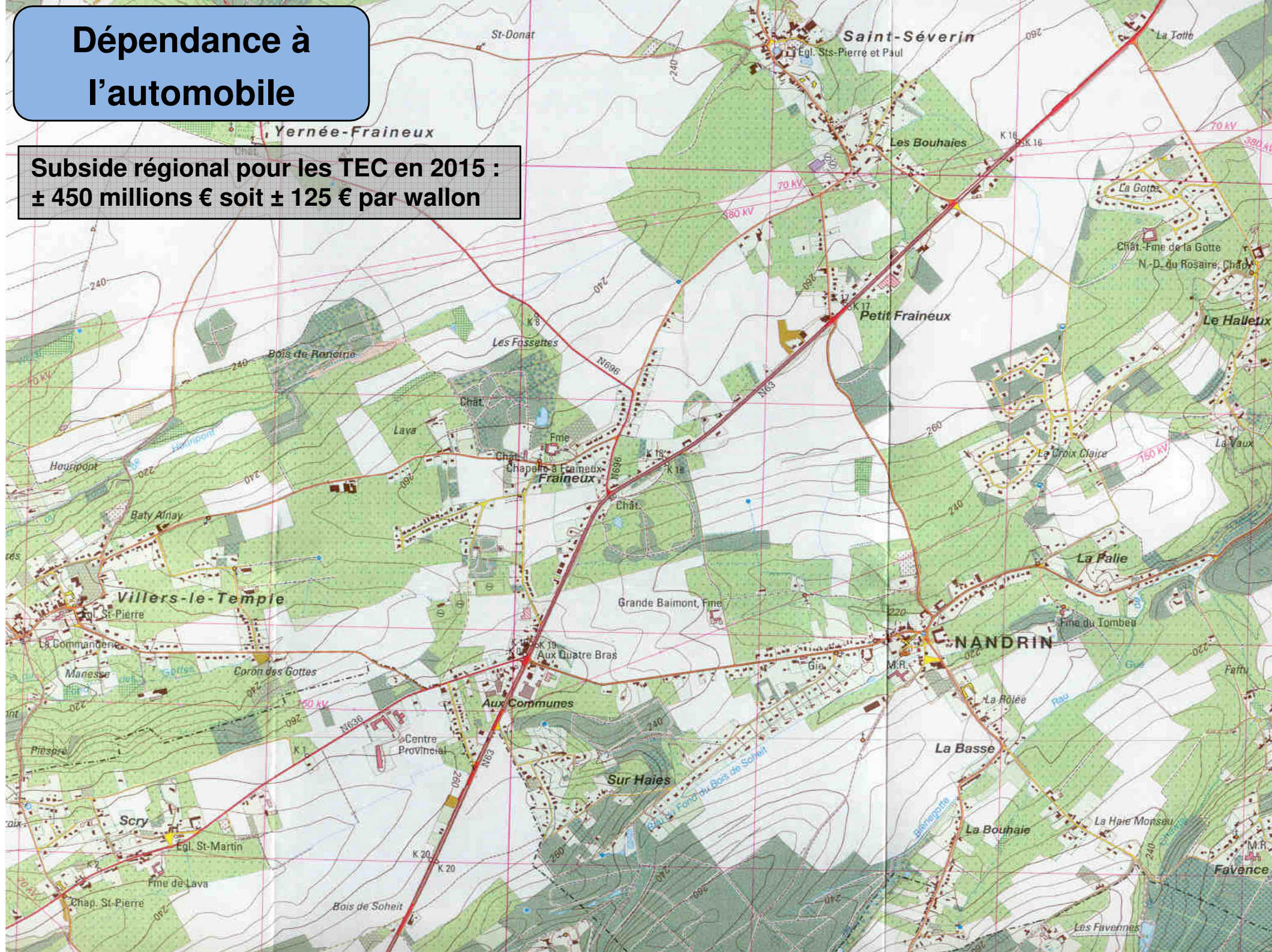
3. Les conséquences de l'étalement urbain

Les surcoûts de l'étalement

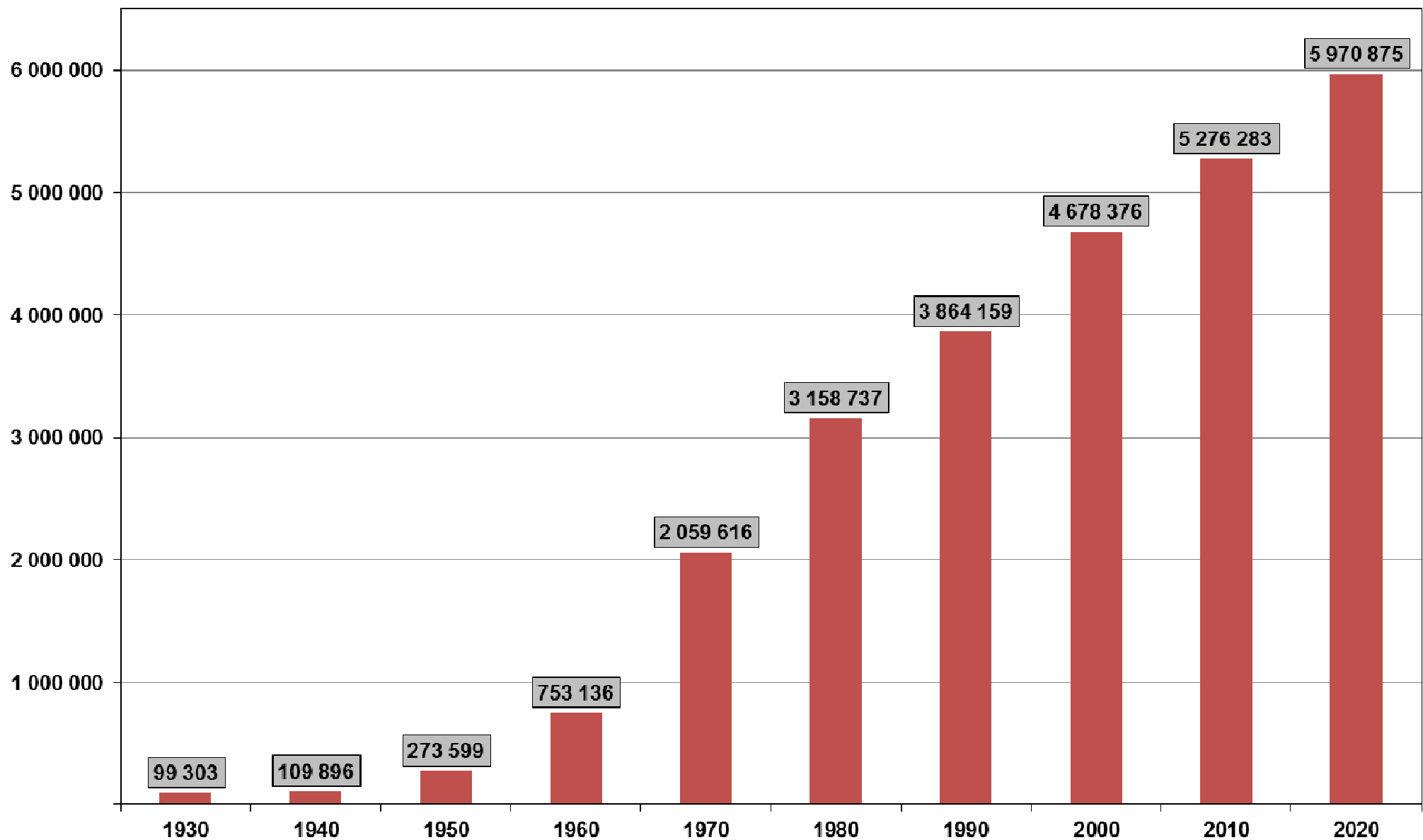
- **Dépendance à l'automobile (et donc au pétrole)**

Dépendance à l'automobile

Subside régional pour les TEC en 2015 :
± 450 millions € soit ± 125 € par wallon



Évolution du nombre de voitures privées en Belgique



Note méthodologique : les chiffres pour 2020 sont établis sur la base de l'évolution 2010-2015

Source : http://statbel.fgov.be/fr/statistiques/chiffres/circulation_et_transport/circulation/parc/ (consulté en mars 2016)

3. Les conséquences de l'étalement urbain

Les surcoûts de l'étalement

- **Dépendance à l'automobile**
- **Surcoûts en matière d'infrastructures**



Standard d'habitat (m² / hab.)

Pays-Bas : 196

Royaume-Uni : 212

Irlande : 257

Allemagne : 282

France : 348

Belgique : 495

- Flandre : 488

- Wallonie : 626

VOTRE FACTURE EN DÉTAIL

Adresse de consommation : Rue Saint-Martin-Léon, 8 à 1000 Louvain-la-Neuve
N° d'installation : 1000901795

Compteur	Ancien index	Nouvel index	Consommation	Relevé par
509232-4	30.04.2014 : 917 m ³	28.04.2015 : 987 m ³	70 m ³	par le client

Distribution	HTVA	TVA	TOTAL
Redevance			
du 01.01.2015 au 31.12.2015	365 jours x 52,4000 €/an	52,40 6,00%	
Régularisation redevance du 01.01.2014 au 31.12.2014		0,57 6,00%	
Consommation			
Tranche de 1 à 30 m³			
du 30.04.2014 au 23.09.2014	12 m ³ x 1,2573 €/m ³	15,09 6,00%	
du 24.09.2014 au 28.04.2015	18 m ³ x 1,3100 €/m ³	23,58 6,00%	
Tranche de 31 à 5000 m³			
du 30.04.2014 au 23.09.2014	16 m ³ x 2,5146 €/m ³	40,23 6,00%	
du 24.09.2014 au 28.04.2015	24 m ³ x 2,6200 €/m ³	62,88 6,00%	
			194,75 €

Assainissement	HTVA	TVA	TOTAL
Redevance			
du 01.01.2015 au 31.12.2015	365 jours x 58,0500 €/an	58,05 6,00%	
Consommation			
Tranche de 1 à 30 m³			
du 01.01.2015 au 31.12.2015	inclus dans la redevance		
Tranche supérieure à 30 m³			
du 30.04.2014 au 31.12.2014	27 m ³ x 1,7450 €/m ³	47,12 6,00%	
du 01.01.2015 au 28.04.2015	13 m ³ x 1,9350 €/m ³	25,16 6,00%	
			130,33 €

Fonds Social de l'Eau	HTVA	TVA	TOTAL
du 30.04.2014 au 31.12.2014	47 m ³ x 0,0125 €/m ³	0,59 6,00%	
du 01.01.2015 au 28.04.2015	23 m ³ x 0,0250 €/m ³	0,58 6,00%	
			1,17 €

Prochains acomptes

90,00 €	90,00 €	90,00 €
14.09.2015	15.12.2015	15.03.2016

Montant HTVA	326,25 €
Acomptes facturés HTVA	-177,00 €
Total HTVA	149,25 €
TVA	8,96 €
Total TVAC	158,21 €

Source : <https://www.swde.be/fr/services-en-ligne/vos-factures-et-paiements> (consulté en octobre 2017)

Structure de l'intervention

Une intervention en quatre parties

- 1. Qu'est-ce que l'étalement urbain ?**
- 2. Quelles sont les causes de l'étalement urbain ?**
- 3. Quelles sont les conséquences de l'étalement urbain ?**
- 4. Vers le modèle alternatif de la ville compacte**

4. *Le modèle alternatif de la ville compacte*

- **Assurer une densité minimale**

Usagers potentiel d'un arrêt de bus : superficie sur base d'un rayon de 400 mètres \Rightarrow 0,5 km²

1500 hab. sur 0,5 km²

Norme des 30 hab./ha ou 3000 hab./km²

Agglomération de Liège : \pm 23 hab./ha ou 2300 hab./km² \Rightarrow 1150 hab. sur 0,5 km²

Banlieue périurbaine de Liège : \pm 2,3 hab./ha ou 230 hab./km² \Rightarrow 115 hab. sur 0,5 km²

4. Le modèle alternatif de la ville compacte

- **Assurer une densité minimale**
- **Canaliser les extensions urbaines**

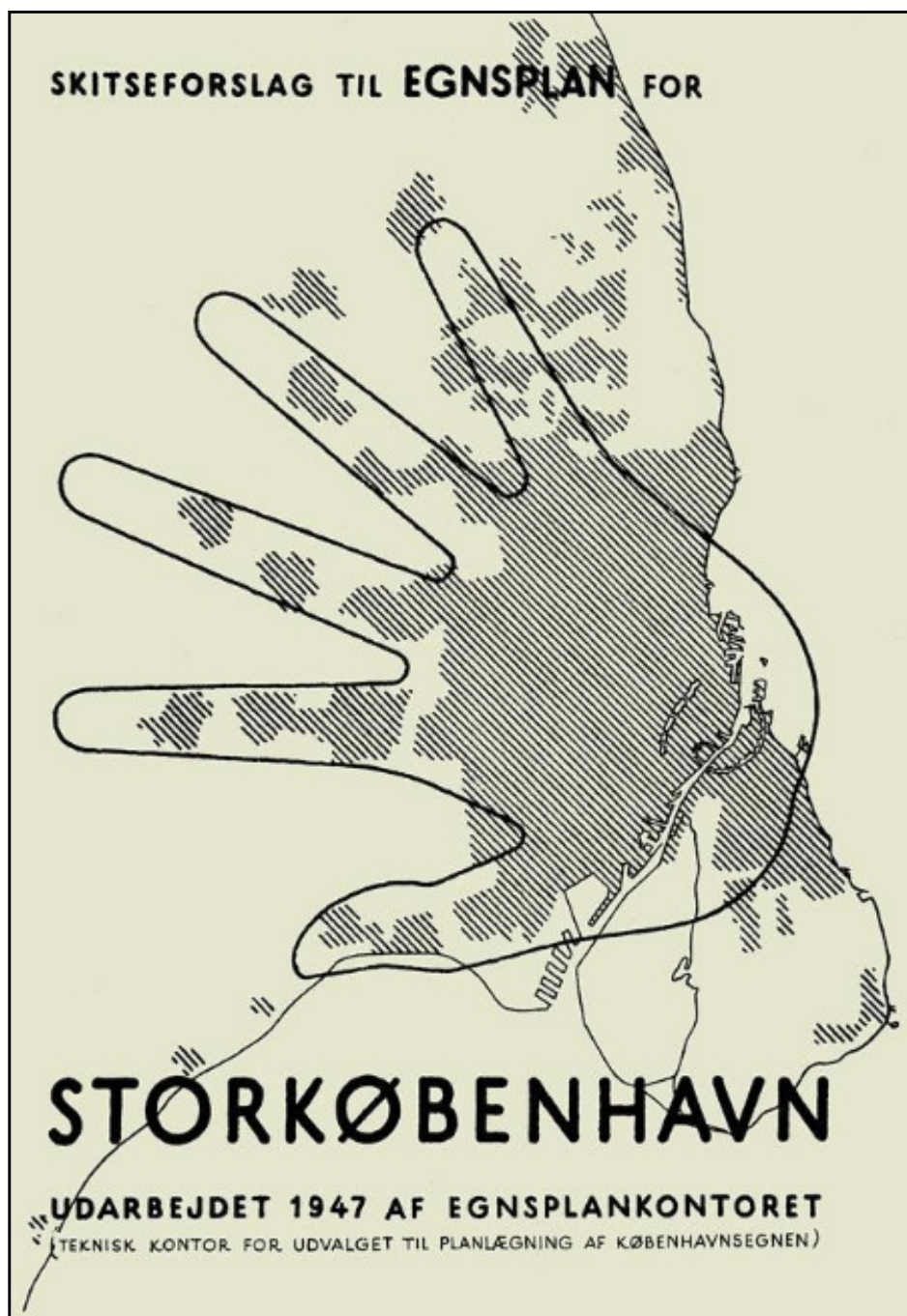


Fig. 1. Greater Copenhagen Areas covered by the 1947 Finger Plan and the 2003 Traffic Plan.

Source : G. Vuk, 2005, p. 224.

The city of Copenhagen and the Greater Copenhagen Area have a long tradition of strategic planning with respect to both localisation and traffic planning. A report existed as early as 1947—the so-called Finger Plan (Egnsplankontoret, 1947)—describing the conditions for the future expansion of the city and surrounding region. The Greater Copenhagen area was illustrated as a hand, with the palm covering the city while the fingers (radials) showed the populated areas outside the city. According to the report, the city's most important functions were administrative and cultural, while the clusters of smaller communities (towns) that developed along the radials fulfilled a residential function. These towns included institutions such as schools, banks, recreational centres and shopping malls. The radials were defined along the regional train network and the city train network (S-trains), which were either under construction in 1947 or planned for future construction (Poulsen et al., 1984). Each station defined the centre of a town cluster. Green areas were planned between the radials, with main roads built across them to provide better connections to the city centre. The 1947 Finger Plan thus assured the best possible passenger transport between the housing areas and inner-city jobs. Today, almost 60 years later, Copenhagen is a unique European capital without major traffic congestion. During these six decades, the radials have grown in both length and width, as shown in Fig. 1, where the small hand dates back to 1947 and the large hand is that defined in the 2003 Traffic Plan (Greater Copenhagen Authority, 2004).

Source : G. Vuk, 2005, pp. 223-224.

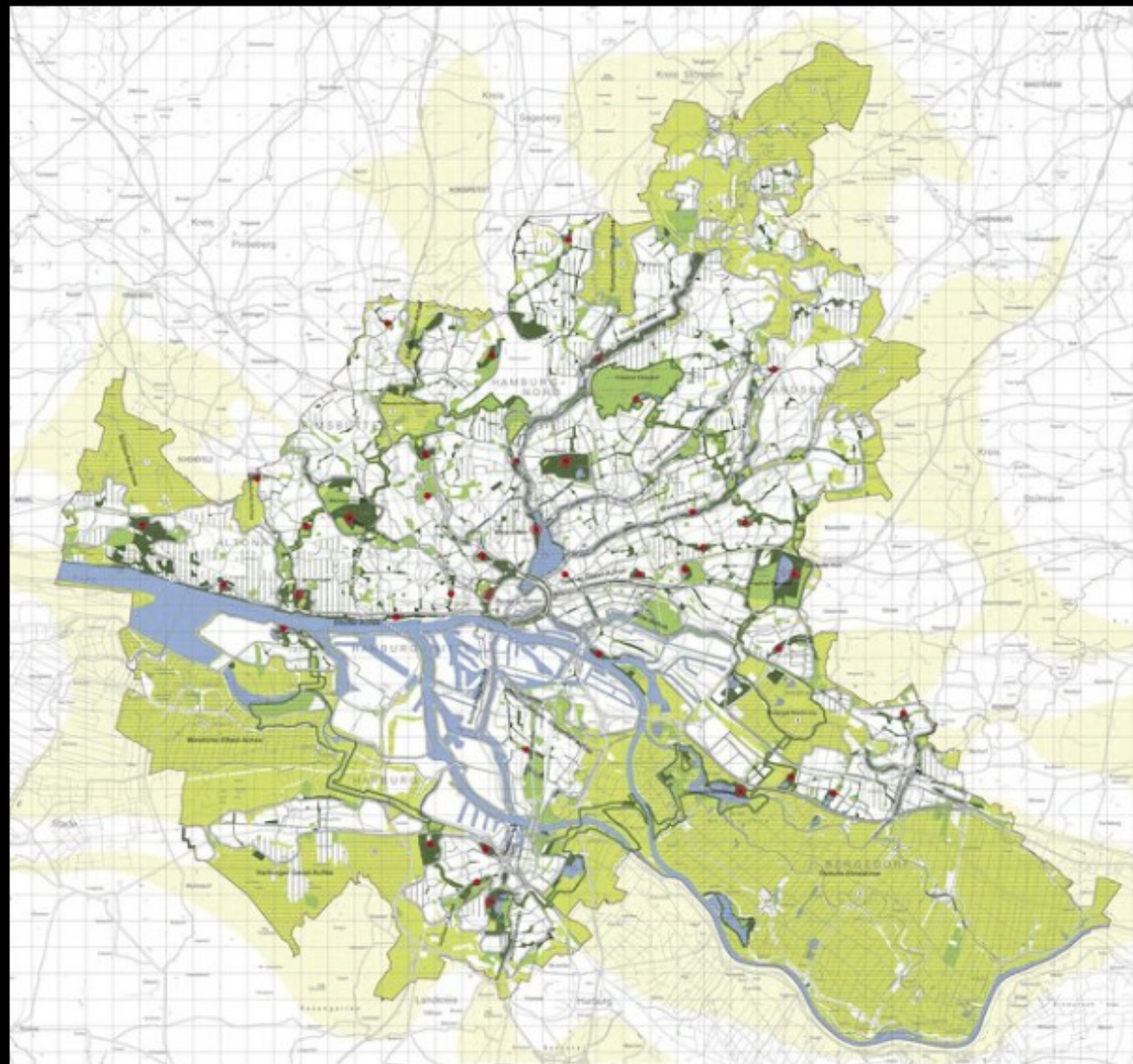
Bruxelles : réseau routier le plus embouteillé d'Europe.



Source : http://www.lavenir.net/cnt/DMF20110615_350 (consulté en septembre 2015)

4. Le modèle alternatif de la ville compacte

- **Assurer une densité minimale**
- **Canaliser les extensions urbaines**
- **Vers une densité et une compacité qualitative**



Hamburg already has large contiguous green spaces: "landscape axes" finger out from its center to its outskirts and there are two big green loops in the north and south. The Grünes Netz will fill in what's missing, connecting up more places and creating a comprehensive system. Angelika Fritsch, a city spokesperson told *the Guardian*:

Source : <http://www.fastcoexist.com/3020990/heres-an-idea/a-greenspace-transit-network-to-connect-a-citys-parks-the-countryside> (consulté en février 2015)

En conclusion : aménagement et bien commun

Le Conseil d'Etat critique l'amnistie des infractions urbanistiques en Wallonie

■ Le CoDT doit entrer en vigueur le 1^{er} juin, la majorité (PS-CDH) modifie déjà le texte, dénonce le député Henry (Ecolo)

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallon et chaque Wallonne qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

1^{er} mars 1998. Pourquoi ? On n'en sait rien. La date de 1962 était logique car c'est cette année-là qu'est entrée en vigueur la première loi nationale sur l'aménagement du territoire. Nous avons interrogé l'un des signataires de la proposition, le CDH Dimitri Fourny. "1998 correspond à la date d'entrée en vigueur du statut, le code précédent. A un moment on s'est dit que le temps avait passé et que la période infrarégionale pouvait être considérée comme étant écoulée. Et puis on a vu que du côté des notaires, si on conservait cette date, cela pouvait poser problème et entraîner des régularisations lourdes pour certains dossiers", explique le député socialiste.

Une explication qui ne convainc pas le Conseil d'Etat qui, dans son avis, juge cette disposition peut poser un problème constitutionnel (en matière d'égalité et de non-discrimination) mais aussi une contradiction avec le droit européen en la matière.

Philippe Henry s'inquiète parce qu'il "n'est pas convaincu que ces modifications soient appropriées. Les députés signataires connaissent-ils quelqu'un qui avait besoin que la date de l'amnistie totale soit déplacée ? Ce ne serait pas étonnant." Et puis, pour le député, on n'aura jamais le temps de voter ces modifications avant l'entrée en vigueur du CoDT ancienne mouture : "Qu'est-ce qui se passera le 1^{er} juin si elles ne sont pas entrées en vigueur ? La situation ne sera pas claire." Une inquiétude que ne partage pas Dimitri Fourny qui avance que "techniquement, nous avons la possibilité de le faire".

Stéphane Tassin

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallon et chaque Wallonne qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

Source : La Libre Belgique, 5 mai 2017.



L'aménagement du territoire touche chaque Wallon et chaque Wallonne qui sort de chez elle ou de chez lui !

34

En conclusion : aménagement et bien commun

Le Conseil d'Etat critique l'amnistie des infractions urbanistiques en Wallonie

■ Le CoDT doit entrer en vigueur le 1^{er} juin, la majorité (PS-CDH) modifie déjà le texte, dénonce le député Henry (Ecolo)

L'aménagement du territoire en Wallonie est sur la table des réformes qu'il convient de mener rapidement, depuis la législature précédente. Lorsqu'il parvint à faire voter son CoDT (code de développement territorial) qui doit remplacer le Ovatpue, juste avant les élections de 2014, le toujours ministre (Ecolo), Philippe Henry, n'est pas mécontent.



Philippe Henry
Député wallon (Ecolo)

C'était sans compter sur l'éviction d'Ecolo de la majorité wallonne par le PS et le CDH après les élections et la volonté affichée par son successeur, Carlo Di Antonio (CDH), de revoir le travail accompli. Il annonce la suspension du CoDT le temps de le toilettier. A l'époque, il parle d'un délai court.

Un délai court qui durera finalement... deux ans puisque c'est seulement en juillet 2016 que le texte est voté. En octobre de la même année, le gouvernement wallon s'attaque aux arrêtés d'exécution du 1^{er} juin 2017 enfin annoncée pour l'entrée en vigueur du nouveau code.

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallonne et chaque Wallon qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

nes, le CoDT entrera en vigueur. Une date très proche qui inquiète l'ancien ministre redevenu député wallon, Philippe Henry. "Premièrement, beaucoup de choses ne sont pas prêtes et puis deux décrets de la majorité vont être examinés ce vendredi en urgence. Deux décrets qui modifient déjà le CoDT alors qu'il n'est pas encore entré en vigueur." Et puis ces deux décrets qui visent, l'un les amnisties des infractions urbanistiques et l'autre la hiérarchie des futures infractions ont reçu de "sévères critiques du Conseil d'Etat", explique encore Philippe Henry.

Un problème avec le droit européen

Sur l'amnistie des infractions urbanistiques, la modification du texte voté en juillet dernier porte essentiellement sur la date des infractions amnisties. "Dans le texte précédent, il était question d'organiser une amnistie générale sur les infractions commises avant le 1^{er} juin 1962. Dans le texte que nous examinons demain, il est désormais question d'octroyer cette amnistie pour les infractions commises avant le

1^{er} mars 1998. Pourquoi ? On n'en sait rien. La date de 1962 était logique car c'est cette année-là qu'est entrée en vigueur la première loi nationale sur l'aménagement du territoire." Nous avons interrogé l'un des signataires de la proposition, le CDH Dimitri Fourny. "En 1998 correspond à la date d'entrée en vigueur du statut, le code précédent. A un moment on s'est dit que le temps avait passé et que la période infrapolitique pouvait être considérée comme étant écoulée. Et puis on a vu qu'au côté des notaires, si on conservait cette date, cela pouvait poser problème et entraîner des régularisations lourdes pour certains dossiers", explique le député walloniste.

Une explication qui ne convainc pas le Conseil d'Etat qui, dans son avis, considère cette disposition peut poser un problème constitutionnel (en matière d'égalité et de non-discrimination) mais aussi une contradiction avec le droit européen en la matière.

Philippe Henry s'inquiète parce qu'il "n'est pas convaincu que ces modifications soient appropriées. Les députés signataires connaissent-ils quelqu'un qui ait besoin que la date de l'amnistie totale soit déplacée ? Ce ne serait pas étonnant." Et puis, pour le député, on n'aura jamais le temps de voter ces modifications avant l'entrée en vigueur du CoDT ancienne mouture : "Qu'est-ce qui se passera le 1^{er} juin si elles ne sont pas entrées en vigueur ? La situation ne sera pas claire." Une inquiétude que ne partage pas Dimitri Fourny qui avance que "techniquement, nous avons la possibilité de le faire".

Stéphane Tassin

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallonne et chaque Wallon qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

Source : La Libre Belgique, 5 mai 2017.



L'aménagement du territoire touche chaque Wallonne et chaque Wallon bloqué(e) dans la congestion !

En conclusion : aménagement et bien commun

Le Conseil d'Etat critique l'amnistie des infractions urbanistiques en Wallonie

■ Le CoDT doit entrer en vigueur le 1^{er} juin, la majorité (PS-CDH) modifie déjà le texte, dénonce le député Henry (Ecolo)

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallonne et chaque Wallon qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

Philippe Henry
Député wallon (Ecolo)

Un problème avec le droit européen

Sur l'amnistie des infractions urbanistiques, la modification du texte voté en juillet dernier porte essentiellement sur la date des infractions amnisties. "Dans le texte précédent, il était question d'organiser une amnistie générale sur les infractions commises avant 1962. Dans le texte que nous examinerons demain, il est désormais question d'octroyer cette amnistie pour les infractions commises avant le 1^{er} mars 1998. Pourquoi ? On n'en sait rien. La date de 1962 était logique car c'est cette année-là qu'est entrée en vigueur la première loi nationale sur l'aménagement du territoire." Nous avons interrogé l'un des signataires de la proposition, le CDH Dimitri Fourny. "1998 correspond à la date d'entrée en vigueur du nouveau statut, le code précédent. A un moment on s'est dit que le temps avait passé et que la période infrarégionale pouvait être considérée comme étant écoulée. Et puis on a vu que du côté des notaires, si on conservait cette date, cela pouvait poser problème et entraîner des régularisations lourdes pour certains dossiers", explique le député communiste.

Une explication qui ne convainc pas le Conseil d'Etat qui, dans son avis, juge cette disposition peut poser un problème constitutionnel (en matière d'égalité et de non-discrimination) mais aussi une contradiction avec le droit européen en la matière.

Philippe Henry s'inquiète parce qu'il "n'est pas convaincu que ces modifications soient appropriées. Les députés signataires connaissent-ils quelqu'un qui avait besoin que la date de l'amnistie totale soit déplacée ? Ce ne serait pas étonnant." Et puis, pour le député, on n'aura jamais le temps de voter ces modifications avant l'entrée en vigueur du CoDT ancienne mouture : "Qu'est-ce qui se passera le 1^{er} juin si elles ne sont pas entrées en vigueur ? La situation ne sera pas claire." Une inquiétude que ne partage pas Dimitri Fourny qui avance que "techniquement, nous avons la possibilité de le faire".

Stéphane Tassin

L'aménagement du territoire n'est pas un sujet marginal. Il touche chaque Wallonne et chaque Wallon qui souhaite faire construire, rénover ou transformer son habitation. Ainsi que les promoteurs immobiliers, les entreprises, les architectes, les communes, etc.

Source : La Libre Belgique, 5 mai 2017.



L'aménagement du territoire touche chaque Wallonne et chaque Wallon préoccupé(e) par le dérèglement climatique !

Références citées

- ANGEL S., 2012, *Planet of cities*, Lincoln Institute of Land Policy, Cambridge.
- MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE, 2004, *Guide d'urbanisme pour la Wallonie*, DGATLP, Namur.
- NEWMAN P.W.G. et KENWORTHY J.R., 1996, « The land use – transport connexion. An overview », *Land Use Policy*, Vol 13, n°1, pp. 1-22.
- RENARD V. et MONGIN O., 2008, « L'urbanisme et le foncier. La déconnexion entre le spatial et la finance », *Esprit*, n°2, pp. 92-102.
- STECK J.-F., 2006, « Qu'est-ce que la transition urbaine ? Croissance urbaine, croissance des villes, croissance des besoins à travers l'exemple africain », *Revue d'économie financière*, Vol. 86, n°5, pp. 267-283.
- VUK G., 2005, « Transport impacts of the Copenhagen Metro », *Journal of Transport Geography*, Vol. 13, n°3, pp. 223-233.

L'étalement urbain : un défi local et global



Merci pour votre attention

J.-M. Halleux – PointCulture Liège – 28 octobre 2017
La ville habitable... Quelle transition pour l'urbanisme ?